

Entretien avec Pierre Morel

Propos recueillis le 19 juillet 2013

par Anne Dulphy et Christine Manigand

Notice biographique

Né en juin 1944, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit et ancien élève de l'École nationale d'administration, Pierre Morel est entré au Quai d'Orsay en 1971, avant de participer à la création du Centre d'analyse et de prévision (CAP) en 1974. Au cours de sa carrière diplomatique, il fut premier secrétaire puis conseiller à l'ambassade de France à Moscou (1976-1979), conseiller technique à la présidence de la République (1981-1985), directeur politique au Quai d'Orsay (1985-1986), ambassadeur à la conférence du Désarmement à Genève (1986-1990), conseiller diplomatique du président François Mitterrand (1991-1992), ambassadeur de France en Russie (1992-1996), en Chine (1996-2002) puis près le Saint-Siège (2002-2005), enfin représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale (2006-2012) et pour la crise en Géorgie (2008-2011).

Reportons-nous en 1971, lorsque vous sortez de l'ENA et entrez au Quai d'Orsay : avez-vous toujours rêvé à une carrière diplomatique et – question connexe – y a-t-il chez vous une tradition familiale qui, maintenant, réunirait à la fois votre épouse et vos enfants ? Jeune homme, sortant de Sciences Po et de l'ENA, aviez-vous vraiment envie de cette carrière diplomatique ?

Cela a pris un tour dynastique, mais ne l'était en aucune façon ! J'ai d'abord été un « enfant amoureux des cartes et des estampes » : j'ai rêvé sur les atlas, très tôt, très fort, il y avait sûrement une attirance pour l'étranger, alors que la tradition familiale est médicale. Alors que je ne me sentais pas en mesure de prendre la relève de ces générations d'internes des hôpitaux de Lyon, mon frère cadet a eu précocement une vocation si nette que je me suis senti libéré. Il est vrai que j'ai eu un véritable intérêt pour les affaires internationales très tôt, même si tout cela avait encore un air un peu élémentaire ; mes parents avaient le goût des voyages, ils nous ont fait voyager tôt, nous ont emmenés dans des échanges familiaux. Je me souviens de Munich, on partait en famille avec cinq enfants : Munich à l'époque, en 1954-1955, c'étaient les immeubles encore détruits, les fenêtres ouvertes sur le ciel, voilà des choses qui vous marquent. L'Allemagne, l'Italie depuis la Drôme proche, on y est allés très tôt. Donc l'idée de franchir les frontières et de voyager, ce qui n'était pas si évident à l'époque, m'est venue assez rapidement. Il y avait aussi une tradition très anglophile, des amis anglais de mon père qui passaient régulièrement. À propos des événements d'Algérie,

par des liens de famille, très jeune j'ai pris une certaine mesure du drame ; l'Indochine aussi, et j'ai le souvenir, je n'avais pas dix ans, de la description de la vie à Hanoï de ceux qui rentraient et qui m'ont fait rêver d'Asie dès ce moment-là.

Donc, si vous voulez, c'est vraiment un appétit qui est venu assez spontanément, l'idée d'aller vers les relations internationales, la perspective des sciences politiques, de l'ENA quand j'ai compris que c'était une étape. Ce choix est venu assez tôt, je peux dire que dès 14-15 ans j'ai eu une véritable attirance. Et en plus un lien quasi familial avec Hubert Argod qui a été un de nos grands ambassadeurs, au Liban, en Algérie dans des conditions difficiles, au Cambodge aussi au moment du discours de Phnom Penh du général de Gaulle.

J'avais donc ces quelques points de repère. Dans la Drôme, à l'époque, plusieurs ambassadeurs se retrouvaient l'été, ils étaient tous des amis, des proches de mes parents ; outre Hubert Argod, il y avait Armand du Chayla et Jacques de Blesson. Je les croisais, sans que personne ne me pousse vraiment vers la carrière diplomatique, mais ça venait et ça n'était pas découragé.

Vous avez eu des maîtres en relations internationales à Sciences Po qui vous ont particulièrement marqué ?

C'est plutôt le goût de l'histoire qui m'a conduit aux relations internationales. J'avais une curiosité pour les lettres et les sciences humaines. Après mes années de secondaire, je suis passé par une année d'hypokhâgne au lycée du Parc à Lyon qui était magnifique parce qu'on voyait ce que c'étaient que de grands maîtres. J'ai eu Jean Lacroix comme professeur de philosophie, j'avais l'allemand comme première langue, ce fut un temps d'approfondissement extrêmement précieux.

À Sciences Po, en relations internationales, à première vue, c'est plutôt Raoul Girardet, Jean Touchard qui étaient pour moi des figures... Frank donnait un très beau cours sur les États-Unis. Mais le plus marquant, c'était quand même l'investissement dans le service public, c'est-à-dire le droit et l'économie : on se jette d'abord à corps perdu là-dedans. Avec, en complément, un maître qui m'a vraiment impressionné – mais c'était ma petite tentation du côté du droit – Georges Vedel, qui était une personnalité exceptionnelle, et le cours de Raymond Odent sur le contentieux administratif qui était une pure merveille. C'est pour vous dire que c'étaient plutôt des goûts personnels. Et puis une personnalité flamboyante et complètement différente, – mais là c'était l'un des mérites de Sciences Po –, André Amar qui était un maître inspirateur. Autrement dit, c'est plutôt les chemins latéraux où on respirait un peu par rapport à la filière classique ! Après, j'ai aussi travaillé sur les ouvrages de Jean-Baptiste Duroselle et j'ai été en désaccord avec lui dans sa lecture de la diplomatie française entre les deux guerres, mais ce sont des débats secondaires...

Si nous nous penchons sur le début de votre carrière, Marie-Christine Kessler, dans un article sur la naissance de la diplomatie savante¹, souligne votre contribution importante dans la création du Centre d'analyse et de prévision (CAP) dans les années 1970. Nous aurions aimé en savoir plus.

La création du CAP a été un moment passionnant. En arrivant au Quai, j'avais la possibilité de choisir... Je précise que j'avais eu la chance de faire mon stage d'entreprise au *Monde* en septembre 1970, j'ai vraiment vécu la crise de Septembre noir, qui est la première crise terroriste internationale. J'étais jeune stagiaire au *Monde*, au service étranger avec Claude Julien, tandis que l'homme de la situation, Éric Rouleau, était piégé dans son hôtel à Amman. J'ai eu le droit de faire mon article qui était une espèce de topo sur la Jordanie : j'ai vécu la vie d'une crise internationale dans un grand organe de presse et c'était follement excitant.

Au moment de voir quelle direction je prenais, celui qui m'a orienté, c'est Jean-Bernard Raimond que je suis allé voir à l'Élysée². C'était la première fois que je mettais les pieds dans cet auguste siège de la présidence. Il était conseiller diplomatique de Georges Pompidou et je lui ai dit : « J'ai le choix entre l'Allemagne et l'Union soviétique. » J'avais fait un peu de russe, j'avais un vrai goût pour le monde russe, sans attache particulière, mais c'était une curiosité ancienne. J'y suis allé vraiment très ouvert parce que le franco-allemand, ça voulait dire qu'il fallait préparer un conseil des ministres tous les six mois. Pour un jeune diplomate, on se dit qu'on est dans les affaires qui tournent. J'étais allé voir Jean-Bernard Raimond sur la recommandation de Jacqueline Flory, professeur d'anglais à Sciences Po. Là aussi c'étaient les allées parallèles : j'ai présidé la *Debating Society* qui existait à l'époque, sur le modèle du débat à l'anglo-saxonne. À l'automne 1966, on a quand même eu un débat avec les tout premiers Gardes Rouges dans l'un des amphis. Des moments de délire ! C'était fin 1966, la Révolution culturelle avait commencé quelques mois auparavant, j'ai eu un parfum de cette montée de la passion idéologique qui agitait une partie du monde étudiant, y compris à Sciences Po. Par Jacqueline Flory, je suis donc allé voir Jean-Bernard Raimond qui, avec son calme et sa sagesse, m'a dit : « Allez, quand même, l'Union soviétique, ce sont les grandes affaires, c'est l'histoire, c'est l'Est-Ouest. »

D'une certaine façon, j'étais prêt, mais je découvrais aussi. Hormis ce lien par Hubert Argod, je n'avais aucune familiarité particulière avec le Quai d'Orsay. Le système était moins organisé que maintenant où les contacts sont très soutenus, très systématiques ; en tout cas, je n'avais pas eu l'occasion d'avoir d'autres éclairages. Je suis donc allé vers la sous-direction d'Europe orientale, comme on l'appelait à l'époque, et c'est comme cela que j'ai démarré du côté des affaires soviétiques

¹ Marie-Christine Kessler, « À la recherche d'une démocratie savante », dans P. Bezes *et al.*, *L'État à l'épreuve des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2005, p. 316-335.

² Jean-Bernard Raimond a été chargé de mission puis conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République de 1969 à 1973. Voir l'entretien publié dans *Histoire@Politique* : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Jean-Bernard Raimond », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=16&rub=portraits&item=21>.

pendant deux ans. J'ai beaucoup travaillé sur les relations bilatérales, la visite de Léonid Brejnev en France qui était la première visite d'un grand dirigeant soviétique à l'Ouest dans ces conditions, avec la négociation de documents. J'avais un magnifique directeur d'Europe qui était Claude Arnaud, vraiment un maître à sa façon et dans la maison ! Je me rappelle ce moment magique, quatre mois après être arrivé : se retrouver dans la cour de Versailles avec le drapeau rouge flottant au-dessus du Château pour la grande soirée de réception avec représentation à l'opéra, et Brejnev et le président Pompidou saluant les personnalités dans la galerie des batailles. Moi, j'avais un petit strapontin dans le poulailler, mais c'était le ticket récompense à la fin de cette préparation intensive où, malgré tout, on a fait des textes qui sont les précurseurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Dans l'Énoncé des principes de la coopération franco-soviétique, vous avez déjà ce qui va devenir à Helsinki la liste des dix principes.

Ce fut une école exigeante, stricte : quelques missions vers la Russie pour se familiariser avec le pays, un investissement considérable, les enjeux internationaux, les crises, dès l'été 1971. En complément, un système – qui, je crois, continue – consistant à envoyer les jeunes diplomates en renfort aux Nations Unies. Ce fut une formidable expérience puisque, pendant deux mois, avec toutes ces réunions de commissions – j'étais à la première commission, les affaires de politique et de sécurité –, il faut quelqu'un pour faire les comptes rendus tandis que le conseiller en charge noue des contacts, négocie, prépare les résolutions ; on prend donc des notes toute la journée et on fait son télégramme le soir, évidemment en se faisant « recalibrer » par le conseiller, et vous êtes à New York pendant deux mois fabuleux. Tout cela, c'est vraiment la formation de base et j'ai eu la chance qu'on m'envoie aussi comme renfort, avec le même rôle, rédaction de comptes rendus et de télégrammes, pour les tout premiers exercices de l'OSCE.

Fin 1972, démarrent les entretiens à Helsinki, selon la formule classique du salon des ambassadeurs que l'on réveille et que l'on met en œuvre en Finlande, pays neutre. On envoie des adjoints aux ambassadeurs, y compris le jeune rédacteur de télégrammes que j'étais, et là on se retrouve avec un merveilleux ambassadeur qui s'est révélé un admirable négociateur, Gérard André, et puis en renfort Jacques Andréani, un grand diplomate qui a écrit le livre de référence sur Helsinki³, Bernard Bochet et quelques autres. Je me retrouvais donc dans cette équipe lorsqu'on apprend la nomination de Michel Jobert au Quai d'Orsay en avril 1973. Après un mois, je rentre, c'est l'époque des grandes négociations sur les armements stratégiques et, en mai 1973, l'accord américano-russe sur la prévention de la guerre nucléaire est signé. J'en fais l'analyse sur un mode un peu critique – on est quand même dans l'héritage de la politique du général de Gaulle ! – et j'y vois la confiscation des enjeux de sécurité par les deux super-grands, la mise sous tutelle de tous les autres. Je ne sais pas comment cela s'est fait mais, à un moment ou un autre, j'ai dû employer la formule de « *condominium* », ce qui évidemment a accroché l'intérêt de Jobert qui, à ce moment-là, voulait créer un centre d'analyse diplomatique et s'est adressé à deux experts extérieurs d'économie et

³ Jacques Andréani, *Le piège. Helsinki et la chute du communisme*, Paris, Odile Jacob, 2005.

de stratégie, Thierry de Montbrial comme directeur, et Jean-Louis Gergorin comme adjoint.

Donc, dès le mois de juin, je me retrouve inséré dans l'équipe d'origine du Centre d'analyse et de prévision, tout en gardant mon rattachement administratif parce que c'était encore une esquisse légère, pas le cabinet, donc j'étais en quelque sorte partagé mais, par définition, puisque c'était la volonté du ministre, on a tout de suite été chargé de commandes diverses. En discussion, il y avait toute l'affaire du commerce Est-Ouest et des conditions du Cocom, les contrôles, l'affaire de la sécurité européenne, la bombe à neutrons, il y avait beaucoup de sujets qui montaient à ce moment-là. Claude Martin était dans l'équipe, mais très vite il est passé au cabinet. Le cabinet, ce n'était pas notre travail, c'est-à-dire les affaires courantes du ministre, les dossiers à suivre, les discours à préparer. Le CAP a été fondé sur l'idée de l'investissement et de la réflexion à moyen et long termes. Le climat, au début, fut un peu tendu dans la maison, parce que l'idée était neuve et paraissait imposée. Il y avait un autre diplomate que l'on voyait régulièrement, détaché à l'extérieur suivant une formule classique : Vincent Labouret était hors équipe, un peu comme une sorte de mentor ; une personnalité remarquable, une connaissance de tout le domaine de l'énergie – le contexte énergétique était important. Il était conseiller international de la Compagnie française des pétroles, futur Total, et a été un peu notre guide à la demande du ministre. On avait donc une installation baroque : quand vous regardez le Quai d'Orsay, on était sur le côté gauche, sous les toits, dans l'ancienne lingerie de la partie résidence de l'hôtel du ministre puisque cette partie gauche de l'hôtel était faite pour accueillir les visiteurs de marque, les visiteurs étrangers, les souverains – les derniers avant-guerre furent Georges VI et la reine Élisabeth, et vous savez qu'on garde encore les salles de bain qui ont été faites à l'époque dans un pur style 1930. Donc il y avait des lieux désaffectés – « Où est-ce qu'on vous met ? On vous met là ! » –, il faisait une chaleur de plomb parce qu'on était directement sous les toits et on était les nouvelles repasseuses pour des notes à soumettre au ministre. Il régnait une atmosphère de phalanstère, avec un investissement considérable de deux esprits très vifs qui étaient passés par les commissions du Plan, Montbrial et Gergorin, et qui avaient abordé les questions internationales par ce biais. Peu de diplomates, donc, et on était un peu en porte-à-faux : jeune agent dans la maison, je devais continuer à rendre compte et on me disait : « Maintenant vous êtes au CAP. » Ce n'était pas simple. Ensuite est venu en renfort un grand ami, Renaud Vignal, qui avait déjà été en poste, au Caire ; je m'occupais plutôt de l'Est-Ouest et lui du Sud. Il est resté un an et puis est reparti, si bien que, de l'équipe de départ, je suis resté pendant trois ans avec une logique fondamentalement Est-Ouest puisque c'était de là que je venais. Du reste, pour différents arrangements, j'ai ensuite été transféré de la sous-direction d'Europe orientale au service des Pactes, comme on disait alors pour les affaires stratégiques. Le CAP était un peu en suspens, et avec un problème d'insertion dans la maison...

Je ne veux pas me laisser entraîner mais, à la mort du président Pompidou, le sentiment assez général face au côté déconcertant du CAP était que tout allait rentrer dans l'ordre. Michel Jobert nous recevait régulièrement : on faisait le point, on arrivait en tremblant parce qu'il était d'une extrême causticité et d'une extrême

rapidité ; on participait à ce débat avec Henry Kissinger sur l'agence de l'énergie, est-ce qu'il fallait être pour ou contre, on faisait les études approfondies pour préparer les décisions politiques, et Jobert était un homme d'une grande liberté d'esprit. C'était passionnant. On avait donc le sentiment d'avoir à peu près trouvé notre place, mais disons que dans une structure très traditionnelle, cela dérangeait. Il nous avait dit : « Vous devez être le poil à gratter, vous devez être ceux qui ne sont pas du même avis. » Et en même temps il ne s'agissait pas de faire du contre pour le plaisir de faire du contre. Donc cet investissement est devenu très fragile à l'arrivée du nouveau ministre, mais on était allé voir nos grands ambassadeurs européens pour leur expliquer ce que l'on faisait, dont le futur ministre Jean Sauvagnargues⁴. Jean-Claude Paye nous avait reçus⁵, il était ministre conseiller, on avait un peu parlé. Je me souviens que les échanges étaient très ouverts, avec Pierre de Boissieu aussi qui est de la même année que moi et était à ce moment-là à Bonn. Lorsque le nouveau ministre est arrivé, beaucoup de gens sont venus lui dire « Tout ça, c'est terminé », mais il a répondu « Non, on va continuer avec eux ».

Donc on s'est retrouvés confirmés face à des gens un peu éberlués, et les choses se sont un peu stabilisées. Nous avons commencé à faire du travail de fond. Ensuite, ce qui a été formidable, c'est qu'à un moment Valéry Giscard d'Estaing, attaché au dialogue Nord-Sud, est allé demander à Louis de Guiringaud – que j'avais eu comme patron pendant ces trois mois aux Nations Unies, magnifique ambassadeur, personnalité un peu rude, un peu officier de cavalerie mais un vrai patron, un chef d'équipe formidable car, à la sortie de la réunion du matin, chacun savait exactement ce qu'il avait à faire, d'une touche il avait donné à chacun sa mission, que ce soit pour les conseillers importants ou pour les juniors – et le président lui a dit : « Vous faites le dialogue Nord-Sud. » « Avec qui ? » « Prenez le CAP. » Nous avons travaillé pour Louis de Guiringaud avec une liberté très grande, cette franchise qu'il avait en abordant les choses très directement. Il a ensuite été nommé ministre et le travail a continué avec lui⁶.

Pour répondre à votre question, le CAP a eu un démarrage très précaire et, petit à petit, s'est consolidé. Autre aspect important, nous sommes allés dès le départ vers les instituts de recherche. Nous avons travaillé avec Jacques Vernant et le Centre d'études de politique étrangère où on nous a envoyés à l'étranger en disant : « Ce sont des atlantistes, mais à vous de reprendre le contact. » Et nous avons été accueillis comme ceux qui avaient dit non à l'Agence de l'énergie, les jeunes gens de ce Jobert qui ose résister à Kissinger... On essayait de répondre par la compétence, en abordant les bonnes questions.

Nous fûmes aussi très vite dans une logique d'approfondissement. Je résume mais Jobert, au-delà de sa volonté de mettre sa marque en arrivant, avait le sentiment que,

⁴ Ambassadeur en RFA de 1970 à 1974, Jean Sauvagnargues est alors nommé ministre des Affaires étrangères par le nouveau président Valéry Giscard d'Estaing et le reste jusqu'en août 1976.

⁵ Voir l'entretien avec Jean-Claude Paye : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Jean-Claude Paye », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 20, mai-août 2013, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=20&rub=portraits&item=25>

⁶ Représentant permanent de la France auprès de l'ONU de 1972 à 1976, Louis de Guiringaud a été ministre des Affaires étrangères d'août 1976 à novembre 1978.

une fois parti le général de Gaulle qui avait mis en place une armature politique et conceptuelle exceptionnelle, il fallait réinvestir dans un dispositif pour remettre ce fond à jour, le compléter dans un contexte différent, et que c'était le moment de s'y mettre et d'aller chercher à droite et à gauche tout ce qui pouvait être analysé, débattu et rassemblé... et cela a été notre rôle. Dans les années de stabilisation après Jobert, l'idée a été d'apaiser la relation avec les différents services du Département, d'éviter d'être toujours perçus comme des intrus ou ceux qui écrémaient les choses intéressantes et qui laissaient aux services le reste du travail, ce qui était un sentiment notable dans tous les domaines que l'on abordait. L'expérience Jobert a été brève et, sous un pseudonyme, j'avais écrit un article intitulé « Jobert au Quai d'Orsay, le rendez-vous manqué ». En fait, il n'a pas été manqué complètement. Jobert a fait beaucoup, c'était quelqu'un qui aimait passionnément sa mission, qui est resté peu de temps, qui avait un pouvoir extraordinaire parce qu'il avait la confiance du président de la République dans toutes les affaires. Il avait donc une marge de manœuvre très grande. L'expérience a été très courte mais en même temps très intense.

Pardon, je me laisse un peu entraîner !

Pendant cette période qui finalement est celle de vos apprentissages, vous suivez les négociations d'Helsinki ?

Si vous voulez, la partie où j'avais été à Helsinki consistait à mettre au point ce qu'on a appelé à l'époque « le livre bleu », c'est-à-dire le premier cadre, ce sur quoi on allait discuter, avant la mise en place formelle. Ensuite, il y a eu la fameuse conférence, le discours de Jobert, et puis tout le monde s'est déplacé à Genève. La négociation en cours ne faisait pas partie des domaines dans lesquels nous étions engagés puisque l'idée, ce n'est justement pas de mener une négociation à proprement parler mais de tester, de monter des hypothèses, d'ajuster l'analyse du système international.

Vous restez là quelques années avant de partir à Moscou ?

Fin 1973, je suis passé au service des Pactes et la Sécurité, mais je passais 80 % de mon temps au Centre d'analyse et de prévision. Mes chefs dans la maison, Yves Pagniez et Bobby de Margerie, ont été très compréhensifs ! Après avoir analysé, échafaudé et spéculé, l'idée était d'aller sur le terrain, à la fois parce que j'avais eu cette formation de base et que c'était le cours naturel des choses. Là, je me mets clairement sur les rangs pour partir à Moscou, où je suis affecté en octobre 1976 : c'est l'expérience indispensable de la vie dans une ambassade, un poste évidemment passionnant. 1976, c'est toujours la relation franco-soviétique mais en même temps un climat Est-Ouest assez tendu, des crises et des rivalités, et j'arrive pour occuper le poste du conseiller qui suivait les affaires de politique étrangère. Je succède à Benoît d'Aboville et pendant trois ans je traite le grand Est-Ouest, le soviéto-américain, les accords de désarmement et puis nos propres échanges avec la Russie sur tous ces thèmes, les consultations, le suivi des crises avec un formidable patron, le premier vrai patron complet, si vous voulez, Bruno de Leusse, homme très chaleureux, pas trop familier du monde russe mais qui avait beaucoup tourné – Proche Orient, ancien négociateur des accords d'indépendance de l'Algérie, ancien ambassadeur au Caire...

Dans ce métier, le premier ambassadeur c'est quelqu'un qui marque forcément, c'est la formation fondamentale. De 1976 à 1979 – je rentre à Paris un mois et demi avant l'invasion de l'Afghanistan, c'est-à-dire le pic de la montée d'un système impérial soviétique, quasiment avec un corps expéditionnaire –, c'est l'affaire de l'Angola, c'est le Mozambique, c'est l'Éthiopie, c'est la relation soviéto-indienne, c'est le déploiement d'une URSS qui considère qu'elle doit être le deuxième grand à part entière, que l'histoire est pour elle et qu'en même temps elle va rattraper et, pour reprendre le terme de Khrouchtchev, « dépasser les États-Unis » en matière stratégique.

Vous répondez presque à la question que j'allais vous poser, qui portait sur la perception que vous aviez de la puissance soviétique en arrivant à Moscou.

C'était un système complet qui couvrait toutes les dimensions de l'ambition d'une grande puissance, avec des « fausses fenêtres » évidemment que l'on verra ensuite : le système impérial politico-militaire soviétique cannibalisait le pays, c'est-à-dire que tout était fait pour tenir la course, quitte à pomper toutes les énergies d'un pays qui croulait sous la pression de la rivalité globale. La vie quotidienne montrait bien tout cela, on le voyait de près et vite, et quelquefois de façon cruelle. On était dans une logique de rivalité très forte. J'ai fait mon service militaire en Allemagne. En tant que sous-lieutenant j'ai participé à des manœuvres qui consistaient à être prêt à rouvrir l'autoroute vers Berlin en cas de crise : puisque les trois puissances contrôlaient Berlin-Ouest, c'étaient des manœuvres en réel, les chars dans les campagnes traversant les haies, un dispositif pour aller dégager Berlin. Quand vous êtes dans ce contexte, et que vous vous retrouvez quelques années après à Moscou, il y a vraiment la perception de cet enjeu, de ce risque permanent, même si la relation est structurée par la codification de la dissuasion. En même temps, vous avez aussi une opportunité, par-delà ces spécificités, à partir de la politique du général de Gaulle, détente-entente-coopération. Je suis allé à Mourmansk, envoyé comme junior, avec l'ambassadeur, accueillir l'amiral de Gaulle qui commandait la flotte de l'Atlantique, ils étaient tous fascinés : il ressemblait fortement à son père, sauf par le regard, il portait son nom... Donc il y avait et ceci et cela. Tous les jours vous êtes surveillés, vous savez que vous êtes écoutés, il faut avoir les réflexes de sécurité élémentaires, vous savez que les personnels de maison font leurs comptes rendus toutes les semaines et puis, de temps en temps, il y a des incidents durs, douloureux, auxquels vous êtes confrontés, et vous comprenez qu'il faut faire attention tout le temps ! Dans ce contexte, on mesure bien la réalité d'un face à face entre deux systèmes, avec des situations de négociations intraitables, des nuits entières passées sur trois paragraphes, tout simplement parce qu'on veut vous imposer une conception et que vous dites non, et tous les mauvais coups sont possibles. L'âpreté de la négociation, c'est une école redoutable où il faut ne rien laisser passer, on est en relation frontale, c'est vraiment une école que l'on n'oublie pas. Donc il n'y a pas de doute, la vie est à peu près bien organisée pour la communauté diplomatique, mais le rapport de force est là en permanence.

Vous restez trois ans, de 1976 à 1979, vous rentrez à Paris, et puis – nous allons tout vous avouer ! – nous n’avons pas trouvé ce que vous aviez fait de 1979 à 1981, avant d’entrer à l’Élysée, à la présidence de la République...

C’est très simple ! Durant les trois années à Moscou, je me suis marié avec une diplomate française, Olga Bazanoff. On se retrouve à Moscou, elle suit la politique intérieure comme moi je suis les affaires internationales, et on se retrouve comme les bons collègues que nous avons été un moment à la sous-direction d’Europe orientale. Puis les choses évoluent... et donc nous nous marions en 1978 à Moscou. C’est une Française d’origine russe, des Russes blancs de l’émigration. Ses parents ont quitté la Russie peu après la Révolution. Elle a perdu son père tôt, c’était un universitaire en lettres classiques, sa mère était conservateur à la Bibliothèque nationale. Olga a passé le concours Orient avec les deux langues, russe et chinois, elle a été en poste en Chine, son premier poste, puis en Hongrie et elle se retrouve à la sous-direction de l’Europe orientale, arrivant deux ans après moi, après avoir été à la direction d’Asie. On se retrouve à Moscou, on se marie, Bruno de Leusse est notre officier d’état civil à l’ambassade et, à partir de ce moment-là, nous devenons deux agents qui sont plus difficiles à affecter parce qu’en France, au ministère des Affaires étrangères, on ne sépare pas les ménages comme on le fait dans les pays scandinaves, aux États Unis ou ailleurs. Au départ, il y a deux postes qui se dégagent à Washington, on se dit : « Formidable, on en rêve. ». C’est sur le point de se faire et puis, patatras, changement classique dans les imprévus des affectations, et je me retrouve alors affecté au SGCI, c’est-à-dire au Secrétariat général du comité interministériel pour les questions européennes. Je tombe des nues dans un premier temps, parce qu’après m’être occupé de grandes questions internationales. Je me retrouve en charge du FEDER, le Fonds européen de développement régional, du Fonds social européen et des aides à l’industrie, et il faut en quelques semaines devenir un expert de la taxe parafiscale horlogère – qui m’est restée comme un indice de réapprentissage sévère ! – pour aller à Bruxelles et négocier pied à pied les enjeux de l’horlogerie française face à la Suisse, et se justifier pour les aides à l’industrie française face aux équipes très libérales de Bruxelles, soucieuses de lutter contre le protectionnisme.

C’est une rude école mais, en même temps, une ouverture sur un domaine dans lequel je ne m’étais pas du tout impliqué jusqu’alors, à savoir le travail de négociation européen, le vocabulaire européen, les logiques internes de ce système complexe et sa place dans la vie politique et administrative française. Le mérite du SGCI, c’est cette coordination remarquable de tous les services qui se retrouvent autour de la table ; même sur l’affaire la plus ténue, vous êtes celui qui doit fixer la ligne et, s’il le faut, provoquer la montée en arbitrage chez le Premier ministre. On sous-estime cet instrument de pouvoir qui a joué un rôle-clef depuis les débuts, depuis l’époque du plan Marshall, installé dans des bureaux médiocres de la rue de l’Université, là où est maintenant le musée du Quai Branly : c’est vous qui donnez le feu vert pour les frais de missions, c’est-à-dire que telle ou telle administration française qui a envie d’aller à Bruxelles à une réunion pour défendre son point de vue sans concertation interministérielle assume ses frais et n’est pas remboursée. Cela n’a l’air de rien, mais c’est un outil de discipline absolument quotidien qui fait que, quand on est convoqué

au SGCI, on y va, alors que, si on n'y est pas, les absents ont toujours tort et la position du ministère que l'on veut défendre est perdue. Si on croit pouvoir jouer un jeu parallèle, cela tourne court très vite.

C'est là que j'apprends tout le vocabulaire de la négociation européenne. Il se trouve – c'est comme cela que cela s'est fait – que je suis les affaires du FEDER, et que tout ceci est encore perçu comme un risque d'insertion d'une surveillance européenne abusive dans les dispositifs français. Pour aller suivre l'exécution des crédits du FEDER, il faut regarder de très près, se concerter avec toutes les administrations, avec les préfets, ce qui m'a valu un certain nombre de déplacements en province pour accompagner les inspecteurs ou autres, ce qui m'a fait travailler d'assez près avec la DATAR. À l'époque, le numéro deux à la DATAR est Bernard Attali qui, un jour de mai 1981, me dit : « Mon frère voudrait te voir, tu prends rendez-vous. » Je connaissais un peu Jacques Attali, on était de promotions proches, on avait eu un contact en 1974 au moment de la campagne présidentielle mais je n'y ai en aucune façon participé. Ma vision des choses est qu'un diplomate ne fait pas de politique en France, on a une autre vocation ; d'autres ont des visions différentes, Renaud Vignal était très engagé, il a créé la section CFDT au Quai d'Orsay bien avant et, en 1981, il s'est retrouvé directeur de cabinet de Jean-Pierre Cot. De mon côté, je n'ai pas du tout fait partie de quelque équipe de campagne que ce soit. J'ai donc un souvenir très précis de ce rendez-vous à l'Élysée auquel j'arrive très ouvert, et Jacques Attali m'a dit : « Le président de la République m'a chargé de constituer une petite équipe de réflexion qui ne traite pas les affaires courantes. » Je lui dis : « Oui, je connais cela. » « On doit être très peu nombreux, il faut quelqu'un pour les affaires intérieures, ce sera Jean-Louis Bianco, et quelqu'un pour les affaires internationales, j'ai pensé à toi. » Jean-Louis Bianco était dans ma promotion, vraiment un ami proche, on avait fait pas mal de choses ensemble et j'avais beaucoup d'admiration pour lui, j'étais même allé le voir à Montfuron où il s'était installé quand il s'est fait détacher du Conseil d'État pour être conseiller du syndicat intercommunal de Durance-Bléone parce qu'il ne voulait pas devenir, comme il le disait à l'époque, « un bureaucrate parisien ». Quand Jacques m'a fait cette proposition, je lui ai répondu : « Je suis prêt, si c'est pour travailler avec Jean-Louis, je comprends, je vois. » Et c'est comme cela que les choses se sont faites.

Quel est alors le regard de vos collègues du Quai d'Orsay ?

Ce n'est pas le Quai d'Orsay qui s'étonne, c'est l'équipe de l'Élysée que je rejoins : « D'où il vient celui-là ? Il n'était pas avec nous dans la campagne ! » Mais cela passe...

Sans avoir eu d'engagement partisan, qui plus est !

Oui, c'était vraiment la démarche de Jacques Attali et je lui en suis très reconnaissant, c'était l'état d'esprit dans lequel on était, chacun avait sa façon de faire, sa vision des choses, l'important était de converger par rapport à la mission qui nous était donnée. Jean-Louis Bianco, depuis sa Durance et Manosque, n'avait pas fait partie de l'équipe de campagne... Donc on était deux, chacun à notre façon puisque Jean-Louis avait beaucoup travaillé avec les GAM, les Groupes d'action municipale de Robert de

Caumont qui étaient très « deuxième gauche », où j'avais des amis. Quand on était à l'ENA, on avait formé un groupe qui se réunit toujours, un groupe d'amis dans lequel figurait Jean-Claude Trichet, donc ni idéologique ni particulièrement politique, où il y avait quand même une forte dominante de la CFDT. À la suite de différents épisodes compliqués dans notre promotion Thomas More, on s'était retrouvés assez proches sur un certain nombre de choses. Jean-Louis était engagé politiquement mais différemment, il a participé à toute une série de choses, j'ai cité les GAM, il y avait aussi le GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés), etc. Jean-Louis était un militant dans l'âme.

Ce qui n'était pas votre cas.

Non, et j'insiste, avec le sentiment que, dès lors que je prenais la voie diplomatique, il fallait choisir : quand on a pour mission de représenter la France à l'étranger, les opinions personnelles passent après quelque chose d'autre que l'on doit essayer de porter. Je le dis sans jugement, chacun fait son arbitrage.

À l'Élysée, vous aviez une fonction d'expertise en quelque sorte.

Oui, de conseil, d'étude, de réflexion et de proposition sur un certain nombre de sujets, parce qu'en même temps il y avait un côté opérationnel, il fallait préparer les Sommets des pays industrialisés et les Conseils européens. Derrière la mission générale donnée par le président de la République, il se trouve que la première échéance diplomatique de François Mitterrand est le Conseil européen de Luxembourg à la fin du mois de juin 1981. De toute l'équipe qui a fait la campagne sur les questions internationales, personne de ceux qui se retrouvent à l'Élysée n'a une familiarité très grande avec les dossiers européens ; en plus je m'occupais des affaires sociales, et il y avait la volonté d'imprimer une marque dans ce domaine. La première chose que je fais fin mai, au moment de l'installation, c'est de prendre le dossier Conseil européen du Luxembourg, de passer en revue tous les dossiers et de commencer à préparer les notes et la problématique avec des gens qui découvrent ce vocabulaire, ce mode de négociations. Évidemment, au début c'est assez dur, « Comment on a accepté ça ? Qu'est-ce que c'est ? », et j'expliquais « Oui, mais... »...

Outre cette première échéance, il y a un autre aspect – sur lequel on a vraiment essayé de travailler ensemble avec Jean-Louis Bianco qui est germaniste –, c'est la relation franco-allemande. Très vite, on a noué un contact avec les homologues allemands et, par rapport au décalage de sensibilité entre un François Mitterrand et un Helmut Schmidt, grand ami de Giscard d'Estaing, il faut travailler, et on essaye de nouer un contact personnel ; ensuite on passe à l'équipe Kohl à la fin de l'année, on fait une session dans l'ancienne maison de vacances d'Adenauer sur les bords du lac de Côme avec une équipe de la Chancellerie et une équipe de l'Élysée, une rencontre pendant deux jours, vraiment du travail de fond. Donc finalement il y a un côté un peu opérationnel, mais uniquement pour le Conseil européen, la gestion courante des affaires européennes je ne l'ai pas.

Dans la foulée du Conseil européen, il y a le sommet du G7 d'Ottawa en juillet. On nomme d'urgence Jean-Marcel Jeanneney sherpa, pour remplacer Bernard Clappier qui était le sherpa de Giscard. Le G7 était l'invention de Giscard, donc grande

circonspection, dans ce contexte encore informel. Attali mène très largement les opérations au côté de Jeanneney, et ensuite se profile le sommet Nord-Sud de Cancun... Donc une vocation pour les grandes problématiques, en dehors de la gestion des affaires courantes. Durant l'été 1981, avec Claude Cheysson, nous allons préparer sur place le sommet de Cancun qui se tient à l'automne. Tout cela est évoqué dans les souvenirs de Jacques Attali⁷.

L'aboutissement, d'une certaine façon, de la première année de l'équipe Attali, ce fut le sommet de Versailles qui a suscité une mobilisation extraordinaire. Là aussi, et cela a été la même démarche ensuite pour la présidence française de l'Union européenne, l'idée était : « On va montrer que l'on arrive avec quelque chose, que l'on propose quelque chose. » Le sommet de Versailles a été critiqué et a été en même temps un moment exceptionnel de mobilisation, il en est sorti toute une mise à jour de la réflexion. Le groupe de réflexion qu'on avait constitué autour d'Attali s'était élargi à Yves Stourdzé, Érik Arnoult et Jean-Hervé Lorenzi, et nous avons été rejoints par François Hollande et Ségolène Royal comme membres officiels de l'équipe Attali. On a lancé alors cette formule « Technologie, croissance et emploi » qui a été vraiment un travail de fond, dans la logique de cette cellule. Cela a été un peu le couronnement de cette première année et je voulais le mentionner.

Tout en étant en dehors des affaires courantes, l'intensité de ces premières prises de contact demande en même temps d'aller puiser dans le fond de son expérience, et ce que je peux apporter, c'est la familiarité avec les affaires européennes, en disant : « Ça, on ne peut pas le dire comme ça, attention. ». Et aussi avec les questions internationales, puisque dans les débuts, je suis un des seuls diplomates dans l'équipe, mais Hubert Védrine en est chargé et, petit à petit, l'équipe s'étoffe. Il y a un investissement intense, mais en même temps il y a une partie d'étude et de réflexion qui vient de commandes.

Après Ottawa, il y a tout ce débat sur le commerce Est-Ouest, de nouveau sur le gaz soviétique et l'opposition farouche des États-Unis au développement des projets de gazoducs vers l'Europe. Il y a là-dessus une entente parfaite entre Schmidt et Mitterrand, ainsi que sur les débats autour du Cocom dont je m'occupe avec Christian Sautter. Et puis arrive en décembre le coup de tonnerre de l'état d'urgence militaire en Pologne. Je rédige une note sur ce qu'il faut penser de ce qui se passe à Varsovie le 13 décembre 1981 : je me souviens d'une longue étude des déclarations du maréchal Jaruzelski, considérant que : « C'est un nationaliste polonais, ce n'est pas l'homme de Moscou. » C'était le genre de choses qu'il fallait faire aussi.

Une autre demande arrive du président, qui est une commande importante, elle me prend trois ou quatre mois : elle fait suite aux tensions de juillet 1981 avec Téhéran. Il y a la révision de l'ancien accord Eurodif, Jean-Claude Trichet est envoyé en négociation, il est le chef du service des affaires internationales du Trésor à l'époque, et je reçois une commande sur « Qui est Khomeiny, qu'est-ce que la révolution iranienne ? ». J'ai pris trois ou quatre mois pour essayer en une vingtaine de pages de dire : « Voilà ce qu'on peut penser du khomeinisme, ce que c'est, ce que ça n'est pas ; c'est un mouvement de fond, les racines sont profondes, c'est une longue histoire ; en

⁷ Jacques Attali, *Verbatim*, Paris, Fayard, 1993.

même temps c'est un empire, mais avec des synthèses idéologiques déconcertantes, il y a un fondamentalisme et aussi la reprise de certains éléments liés au marxisme, mais complètement recomposés dans une autre perspective idéologique. »

Ce sont donc des années absolument surchargées parce que, en même temps, il y a les enjeux de dissuasion, les choix sur la politique nucléaire et là je suis impliqué dans des groupes de réflexion. En fait, on est constamment archi-sollicité, cela se voit je crois dans les différents comptes rendus. Je fais les premières notes en tremblant parce que, de temps en temps, mon rôle est de dire : « Attention, là on ne peut pas. » Je me dis : « J'y vais, mais la foudre peut tomber », la foudre ne tombe pas et donc je continue... Quand j'ai revu certains papiers dans des comptes rendus, j'ai pensé « mon Dieu, quand je me souviens des interrogations dans lesquelles j'étais à ce moment-là » ! Après les choses se sont faites plus naturellement, mais au début on est plein de circonspection quand on exprime ce qu'on pense devoir dire.

Puis l'affaire européenne monte petit à petit, j'ai pu vivre de très près le tournant de 1983. Ce qui s'est passé et qui est très intéressant, c'est que l'on voit peu à peu monter une frustration, une exaspération. Je crois qu'on peut vraiment le dire parce qu'on l'a tous vécu dans l'équipe. Je pense à Hubert Védrine, Élisabeth Guigou, Henri Nallet, devant ces casse-tête de chaque Conseil européen, et cette exaspération de François Mitterrand de devoir traiter des montants compensatoires monétaires sur le lait à un Conseil européen, des choses, c'est vrai, qui ne relevaient pas de ce niveau. Puis il y a d'une part l'enjeu de la conduite de la politique européenne et le fameux débat des « visiteurs du soir », sortie ou non du Système monétaire européen, et les arbitrages qui se font en mars 1983. Là je n'interviens pas du tout, c'est avant tout un débat d'ordre économique-politique, c'est-à-dire « qu'est-ce qu'on veut, comment on conçoit le développement de la France, sa relation avec l'environnement, les données de fait, la monnaie, comment on gère le budget », etc. Mais une fois que le choix est accompli, à ce moment-là il y a un élément qui, je pense, a beaucoup joué dans le choix de François Mitterrand, c'est la présidence de l'Union européenne du premier semestre 1984 : comme les dossiers s'accumulent, le blocage s'accroît, la question est « qu'est-ce qu'on va pouvoir faire ». À ce moment-là il y a une véritable ambition européenne, on peut en débattre sans fin mais je suis profondément convaincu que l'ambition européenne a été vraiment une dominante personnelle, majeure, de toute la présidence Mitterrand : sa conviction était profonde, ancienne, nourrie par des solidarités fortes. Quels que soient les sentiments de tel ou tel pays, de telle ou telle personne, ça a été une constante vigoureuse.

L'idée, alors, est que l'on doit dénouer dans l'année 1983 les problèmes pendants, en misant notamment sur la présidence grecque parce qu'elle assure le deuxième semestre 1983, dans la perspective d'arriver ensuite avec un ambitieux projet de relance européenne.

Si je me souviens bien, de mai à septembre 1983, se tiennent à l'Élysée, dans la fameuse salle dite Fournier qui est la salle de réunion des conseillers pendant les conseils des ministres, des sessions de travail entre les ministres pour définir la façon dont on va mener le projet européen avancé par la France au moment de son semestre. Il faut en faire une grande chose, c'est l'instruction que nous avons reçue. Puisque la France a fait des choix clairs et nets en mars 1983, il faut maintenant les

exploiter. Henri Nallet, conseiller pour les affaires agricoles – puisque ces questions ont pris une importance majeure –, et moi-même, nous sommes secrétaires de séance, c'est-à-dire que nous faisons les relevés, et puis la note est envoyée au président *via* Jacques Attali. Lui et Jean-Louis Bianco conduisent tous deux les séances puisque, à partir de juillet 1982, Bianco a pris la relève de Pierre Bérégovoy comme secrétaire général. Donc la cellule Attali ne dure vraiment à temps plein qu'une année. Je rentre dans ces détails, c'est de la cuisine, mais en juin 1981, je suis chargé de mission au cabinet du président de la République, et Jean-Louis Bianco aussi. Nous ne relevons pas du secrétaire général, pour bien marquer que nous ne sommes pas dans l'équipe du secrétariat général afin de préserver une spécificité. J'étais donc en principe sous l'autorité d'André Rousselet, qui avec sa façon me dit : « C'est très bien, heureux de vous voir, faites ce qu'on vous demande de faire, et bonne chance. » Après la nomination de Jean-Louis Bianco, la cellule en tant que telle disparaît, mais je reste malgré tout plus spécialement rattaché à Jacques Attali parce qu'à ce moment-là, très clairement, il prend en charge la préparation des dossiers européens.

Je reviens à ces réunions de préparation européenne. Il y a dû y avoir six ou sept séances, avec André Chandernagor qui est ministre des Affaires européennes, Jacques Delors, Claude Cheysson, c'est vraiment le tour du gouvernement, de tous les ministres qui sont en charge de ces dossiers européens en crise, ou en crise potentielle. La synthèse est envoyée vers le président Mitterrand et, petit à petit, on épiluche, sujet après sujet, une sorte de cadrage général de ce qu'il faudrait faire.

À la fin de l'année, Roland Dumas est nommé ministre des Affaires européennes et, à partir de ce moment-là, on se lance dans la présidence française, mais il y a eu le Conseil européen d'Athènes. Il a été homérique – si j'ose dire ! – : trois jours, des chefs d'État épuisés, énervés, qui n'en pouvaient plus, un échec. Et donc les Français qui espéraient prendre leur envol, les questions étant réglées, récupèrent tout le paquet. Nous rentrons de là un peu abasourdis et commencent alors six mois extraordinaires, vraiment exceptionnels qui sont la grande marche vers le compromis final. À la manœuvre, un homme et un seul, François Mitterrand, qui depuis le début prend tout en main, avec évidemment le relais du ministre des Affaires européennes, Roland Dumas, totalement voué à l'opération. C'est une période intense, qui démarre avec la visite d'État aux Pays-Bas en février 1984, et puis le Conseil européen de mars, compromis laborieusement préparé, ensuite refus de Thatcher, qui relance la crise alors qu'on se disait : « Allez, on met le paquet européen de mars et puis après, à nous la relance européenne. » Et il faut remettre toute l'affaire en chantier dans un climat d'exaspération extraordinaire. Donc, encore une fois, tournée du président, déplacements très restreints : il va voir la plupart des chefs d'État et de gouvernement, il fait sa tournée, mais dans plusieurs cas il ne va même pas dans la capitale, l'entretien se fait à l'aéroport, en quasi tête-à-tête. Nous sommes là, un ou deux en preneurs de notes, et on repart, on fait l'analyse des points possibles pour les compromis, examinant où ça passe et où ça casse. Il faut refaire tout le schéma de la compensation de la contribution britannique, et nous menons des négociations intenses pour faire le montage du compromis final pour le Conseil européen de Fontainebleau. Nous ajoutons alors cette mission très discrète, un peu étonnante, de

mise au point de scénarios de crise pour le cas où il y aurait un deuxième « non » britannique : en mars, Margaret Thatcher a refusé contre une partie de son équipe – il est clair que Geoffrey Howe était plutôt pour un compromis. Cela se voyait. C'est l'avantage de la présidence, vous êtes le seul preneur de notes dans la salle –, elle était convaincue qu'elle pouvait faire mieux et qu'il fallait continuer à refuser. Avec Horst Teltschik, conseiller d'Helmut Kohl, et de mon côté avec Guy Legras qui dirigeait alors le service des affaires européennes au Quai d'Orsay, nous nous déplaçons dans une confidentialité totale pour un compte rendu au chef seulement, afin d'expliquer comment on pourrait faire, et nous montons un scénario de recomposition provisoire de la CEE hors des institutions, selon une formule de « chaise vide » à l'envers. Tout ceci n'était pas sensé exister, mais les documents sont sortis récemment – et je dois dire que j'étais interloqué – dans le livre de Roland Dumas *Affaires étrangères*⁸.

Finalement, par une succession de messages et la construction d'une vraie synthèse, par le travail très important avec tous les Européens, et pas simplement avec les Allemands, un compromis a été élaboré. La façon dont les Danois, qui étaient entrés dans l'Union européenne en même temps que les Britanniques, ont joué le jeu de la solidarité européenne a été formidable. Pour nous, cela a été très important aussi que Rudd Lubbers, que l'on appelait « le Thatcher junior des Pays-Bas », ait dit « l'Europe c'est l'Europe » pour Londres aussi. Il y a donc eu un compromis, mais celui de Fontainebleau a été moins avantageux pour la Grande-Bretagne que celui qui avait été construit pour mars.

J'arrête, le sujet est énorme, mais le résultat, c'est que nous sommes arrivés à dénouer les choses à Fontainebleau et que, dans la foulée, la présidence italienne a pu lancer le sommet de Milan qui est le vrai moment de la relance. Tout cela fut tendu, mouvementé et fascinant.

Vous êtes dans ces fonctions de 1981 jusqu'à 1985 ?

Jusqu'à fin 1984. À ce moment-là, dans la foulée de la présidence française, je suis nommé directeur des Affaires politiques, très jeune, à 40 ans, cela a fait réagir ici ou là ! Une fois encore, totalement inattendu : quand on travaille à la présidence de la République, c'était une règle absolue, en tout cas pour nous c'était clair, on n'a pas de projet, on est à la disposition du Président, c'est un service qui a une dimension d'engagement personnel et ce n'est pas une étape pour préparer autre chose. En tout cas, c'est comme cela que je l'ai conçu, donc les choses continuaient... Et, un jour, on m'a dit : « Ton nom est un des noms possibles. » C'était en décembre. Je tombe des nues, je ne m'y attendais pas... Je me suis dit que ce serait compliqué, mouvementé, mais après tout ce que je venais de faire, je me sentais prêt. Je venais de travailler intensément avec Roland Dumas, je connaissais donc parfaitement sa façon d'aborder les grands sujets parce que nous avons travaillé en coordination étroite, cela a évidemment beaucoup facilité les choses, on se comprenait à demi-mot.

Puis arrive une séquence extraordinaire, le voyage à Moscou au moment de la mort de Konstantin Tchernenko et l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev qu'on vit en temps réel

⁸ Roland Dumas, *Affaires étrangères*, tome I : 1981-1988, Paris, Fayard, 2007.

sur place. Je retrouvais la Russie après des années. Il a fallu construire une relation avec la nouvelle équipe, et ce fut un travail très intense pour comprendre ce qui se passait. Dans le même temps, pendant la présidence italienne du premier semestre 1985, nous avons entamé la négociation de ce qui deviendrait le traité de Luxembourg : mise en forme de la coopération politique qui était jusqu'alors totalement informelle, que j'avais vue naître à Helsinki qui fut le point de départ de la coopération politique opérationnelle sur la base du rapport Davignon, et donc négociations passionnantes de toute cette partie du traité de Luxembourg qui lança aussi la perspective de l'union économique. En même temps, en octobre 1985, c'est la visite de Gorbatchev à Paris, moment très important parce que ce fut la répétition générale avant la première rencontre avec Ronald Reagan à Genève et la relance des négociations Est-Ouest. Je renoue avec le travail diplomatique classique et, encore une fois, même si l'état d'esprit n'a pas été très facile au Quai d'Orsay au début, les conditions de travail se mettent en place vite et bien, tout simplement parce que la pression des événements fait que chacun sait ce qu'il a à faire.

Et le contexte politique de la cohabitation ?

Le changement de majorité de 1986 introduit cette cohabitation, qui est sévère : c'est la première, avec une très grande nervosité partout. Comme directeur des Affaires politiques, je voyais bien le paysage mais je l'assumais dès le départ, en me disant : « Je ne sais pas comment ça se terminera, mais ça vaut la peine d'y aller. »

Des rapports extrêmement complexes et tendus. Le sommet du G7 de Tokyo est très difficile, la tension est permanente, nous savons tous qu'il faut tenir, et en même temps tout le monde scrute ce climat où cohabitent deux équipes. Je connais bien Jean-Bernard Raimond, personnellement cela se passe bien, et en même temps il y a un cabinet, et il y a Matignon qui est surdéterminé et qui fait du marquage permanent. En juin, je comprends que les perspectives de changement se confirment et, à ce moment-là, on me propose, sans autre forme de procès, de partir comme ambassadeur à la conférence du Désarmement à Genève. Domaine familier, sujet à l'époque très technique, travail plutôt fastidieux d'expert mais c'est ça ou rien. Ceux qui voudraient jouer sur le terrain politique me disent : « Mais non, on va bloquer ça, de toute façon ça doit passer en Conseil des ministres. » Et je réponds : « Je suis un agent du Département, je ne fais pas de politique, la roue tourne, j'ai été très content de faire ce que je faisais, mais je ne suis pas dans une confrontation politique, je suis un diplomate et voilà une nouvelle étape. »

Je pars donc comme ambassadeur à la conférence du Désarmement de Genève en septembre 1986. Or ces négociations enlisées sur le désarmement chimique vont prendre de l'ampleur. Il y a d'abord une passe très difficile parce que, sur ce sujet très technique, il y a un changement d'orientation : le Premier ministre introduit la notion de « stock de sécurité d'armes chimiques » que chaque pays pourrait garder et que je dois présenter dans la négociation. Pendant deux ans, celle-ci est laborieuse, piétine, et puis il y a de nouveau le changement politique de 1988 et, à ce moment-là, tous ceux qui avaient voulu que je me batte pour rester à Paris me disent : « Tu reviens. » Je réponds : « Non, je négocie, l'affaire est dure, on peut réajuster notre position sur ces stocks de sécurité qui n'aboutiront pas et il y a des enjeux importants. » Ma

réaction est donc de rester et de poursuivre, je ne me suis pas investi dans ce domaine austère et complexe pour tourner casaque parce que les perspectives sont différentes à Paris. Je reste donc sur place et, en septembre 1988, aux Nations Unies, le président Mitterrand lance l'idée d'une conférence d'interdiction des armes chimiques ; c'est le résultat de cette horrible affaire d'avril 1988, le bombardement chimique de populations irakiennes kurdes dans le nord du pays, l'affaire a pris brusquement de l'importance, et à partir de ce moment-là l'impulsion politique est donnée par la France. Nous allons négocier cela aux Nations Unies, mais nous avons fait le choix d'une conférence internationale à l'invitation de la France : pas une conférence des Nations Unies, parce que monter une conférence aux Nations Unies, c'est quasiment un an de préparation, on se dit qu'il faut aller vite ; nous prenons donc sur nous, nous négocions, nous mettons au point l'ordre du jour, nous organisons la conférence à Paris, à l'Unesco, avec auparavant une période de négociations intenses à New York entre Irakiens et Iraniens, parce qu'il faut avoir tout le monde à bord si vous voulez avoir une conférence internationale digne de ce nom, et si l'un des deux protagonistes dans cette affaire d'emploi des armes chimiques n'est pas là, la crédibilité de l'ensemble de l'exercice est affectée parce que ça veut dire qu'il y a quelqu'un qui ne joue pas le jeu. Monter cette conférence a été un marathon. Elle se tient début janvier à Paris et finalement la négociation se remet en route, avec une bonne conclusion, l'interdiction des armes chimiques. Dans la foulée, je suis élu président du Comité spécial des armes chimiques, c'est-à-dire le pilotage de la négociation – qui changeait tous les ans, c'était plutôt un travail de Suédois, experts de pointe et neutres. C'était la contrepartie de l'initiative que nous avons prise. Dans cette année 1989, nous franchissons des étapes politiques, on sort de la discussion technique : il fallait certes de la technique dans cette négociation, mais il fallait surtout une volonté politique qui manquait. Elle vient à ce moment-là et je dois dire que nous avons travaillé toute l'année 1989, tambour battant, pour aboutir en 1993 à la conclusion du traité et à sa signature à Paris, de nouveau dans les bâtiments de l'Unesco. Entre-temps, je poursuis mon travail à Genève, mais le mur de Berlin tombe en 1989 et les négociations « deux plus quatre » s'engagent sur la réunification allemande. L'idée vient assez vite qu'il faut mener en parallèle une négociation dans le cadre de l'OSCE pour accompagner le processus de l'approbation internationale : on a une structure *ad hoc* « deux plus quatre » ou « quatre plus deux », et il faut que tout ceci à la fin des fins soit ratifié par tout le monde dans une sorte de traité de paix européen pour marquer la fin de la Guerre Froide.

À ce moment-là, tout en restant à Genève, je me retrouve envoyé à Vienne pour préparer le sommet de Paris, dit « sommet de la fin de la Guerre froide », les 21-22 novembre 1989. Je fais des va-et-vient parce qu'il faut quand même continuer à Genève, mais l'exercice est passionnant parce que nous devons rédiger en trois mois le texte général d'accompagnement des accords du traité de la réunification de l'Allemagne. C'est un marathon, on va beaucoup trop vite, on n'a pas le choix, il faut négocier de façon intense et essayer de fixer un cadre : ce sera la charte de l'OSCE pour la nouvelle Europe, la Charte de Paris. Je conduis la petite équipe de la délégation française avec de jeunes diplomates formidables, on improvise, on loue des locaux parce qu'il n'y a pas de place à l'ambassade. Le traité sur les forces

conventionnelles est négocié parallèlement, et nous préparons le texte politique de l'ouverture générale qui va déboucher à la conférence de Paris. C'est le passage en revue de tous les grands thèmes, les argumentations sur les valeurs fondatrices, la volonté des peuples, le droit, etc., bref l'esquisse du fond commun acceptable par tous et désormais irréversible dans le développement de l'OSCE, avec tous les États membres, la RDA encore, et une Union soviétique assez, et même très secouée. Plusieurs négociations importantes avancent parallèlement à Vienne. Je me souviens notamment que, sur les affaires du traité des forces conventionnelles, Roland Dumas a dit à un moment : « Là, il faut qu'on avance », et Edouard Chevardnadze : « Nos militaires vont être furieux mais, là-dessus, je vous dis que ma position c'est ça. » Chevardnadze a sauté quinze jours après le sommet de Paris ! On a donc un environnement extrêmement tendu. On est sous pression, et je repars de Vienne avec une impression extrêmement forte : toute cette passion nationaliste qui ressurgit, tout ce qui était congelé sous le système, on n'a pas pu l'aborder au fond ; la Yougoslavie est en pleine effervescence et déjà le représentant yougoslave, qui est un bon Serbe, ne pense qu'à la Serbie.

Au moment où on est en train de conclure, fin novembre, on m'annonce ma nomination comme conseiller diplomatique. Ma femme et toute ma famille restent à Genève, la scolarité est engagée, ma femme est représentant permanent adjoint à Genève et, en plus, elle assure l'intérim parce que son ambassadeur, Jean-David Levitte, rentre à ce moment-là... J'arrive, je prends la relève de Loïc Hennekinne à l'Élysée, une semaine avant le déclenchement de la guerre du Koweït. Là encore, changement brusque, période remarquable parce que la présidence, le gouvernement, les administrations travaillent différemment quand les forces françaises sont engagées sur le terrain, il y a une espèce de décantation et de mise en ordre de priorités qui est extraordinaire : il y a ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Cela ne peut pas durer mais le travail est alors mené avec une grande rigueur : réunion du matin dans le bureau du secrétaire général, préparation du conseil de défense restreint en fin de journée, tous les jours, avec une régularité d'horloge tant que les forces sont engagées ; en même temps le travail en équipe est réel, pour moi notamment avec Jacques Lanxade ; la relation avec les États-Unis est étroite, je fais plusieurs missions de coordination à Washington ou à Londres.

Vous voyez le président Mitterrand quotidiennement ?

Pas quotidiennement mais très régulièrement, c'est quelqu'un qui travaille beaucoup par notes, peu par entretiens, et avec un certain nombre de personnes qui sont en relais, et puis sur certains dossiers on est à trois ou quatre avec le Président. En général, la relation et la discussion personnelle plus approfondie ont lieu dans les voyages, ou alors juste avant ou juste après les entretiens officiels. Et puis il y a des moments extraordinaires : juste avant le déclenchement de l'offensive terrestre en Irak début février 1991, François Mitterrand a essayé de limiter le déclenchement des hostilités, de saisir jusqu'au bout la dernière chance auprès de Saddam Hussein, notamment en concertation avec les Russes qui essayent de freiner le dérapage ; juste avant le moment de donner le feu vert pour l'engagement des forces dans l'offensive terrestre, on se retrouve dans le bureau du président de la République, avec Jacques

Lanxade et quelques autres, le secrétaire général, etc. C'était un samedi matin, François Mitterrand dit : « Appelez-moi Gorbatchev. » Je saisis son conseiller diplomatique, appel, j'essaie de monter la connexion avec Moscou, il faut avoir les interprètes, donc ça se prépare, sur une ligne protégée, enfin toute la cuisine à monter. Toute la matinée, on attend, on espère Gorbatchev et ça se prolonge, « oui, peut-être, attention on n'est pas sûr d'avoir la bonne ligne »... En fin de matinée, vers midi, le président de la République dit : « Vraiment on a tout essayé, ça ne marche pas, moi je pars et vous me prévenez s'il y a quelque chose. » Il descend, il est dans la voiture, et à ce moment-là Paulette Decraene m'appelle : « Ça y est, j'ai Gorbatchev. » Je le rejoins, on est en février, il a son manteau, il ressort de la voiture, remonte à son bureau, et une conversation de trois quarts d'heure s'engage pendant laquelle Gorbatchev lui dit : « Il y a encore une possibilité malgré tout, je vous en prie, mesurez-la », et Mitterrand répond : « Oui, je vois bien, en même temps toutes les voies ont été épuisées, ce n'est plus possible. » Finalement Gorbatchev le reconnaît. C'est vraiment un entretien d'une très grande intensité.

Maastricht a été un autre point fort de cette période à l'Élysée.

Oui, parce que c'était de nouveau l'idée qu'on relançait l'Europe. Un travail considérable avait été fait entre-temps, il y avait eu la réunification européenne, le travail sur la monnaie unique, tout le lancement du projet de la démarche européenne franco-allemande s'était construit. Les choses avaient évolué puisque, par extraordinaire, le sommet de l'OSCE en novembre 1990 à Paris a été le dernier acte international de Margaret Thatcher, on sait qu'elle est en position très difficile et elle quitte son poste quelques jours après. C'est sa dernière apparition. Cela contribue aussi au côté un peu extraordinaire de cette réunion à Kléber, où on a fait l'extension du bâtiment spécialement pour cette occasion et, du coup, c'est resté pendant quelques années tellement c'était commode d'avoir cet outil pour les conférences internationales. La préparation de Maastricht est menée pendant toute l'année 1991 avec la négociation du traité. Nous étions plusieurs dans l'équipe de l'Élysée à participer : Sophie-Caroline de Margerie mène les choses au sein de l'équipe puisqu'elle est conseiller pour les affaires européennes, chacun dans la cellule diplomatique a son domaine et il y a un partage du travail, avec des réunions très régulières, tout cela se passe dans une grande harmonie avec Hubert Védrine qui est secrétaire général. La partie sur laquelle je me suis concentré, c'était la partie sécurité, c'est-à-dire la relation Union européenne-OTAN. Il fallait bien définir les choses : les États-Unis sont assez nerveux, les Britanniques aussi, les Allemands ont leurs aspirations. Dans l'été 1991, nous mettons au point la formulation, le point d'équilibre, c'est-à-dire la complémentarité, le pilier européen de l'OTAN, la compatibilité, l'interopérabilité. Ce travail est fait avec la Défense et, à l'époque, Jean-Claude Mallet est déjà un des piliers de ce côté. Cet ajustement, ce travail d'horlogerie permet de construire une bonne compréhension de l'ambition de l'Union européenne que porte le traité de Maastricht. Négociation très tendue jusqu'au bout, mais finalement elle aboutit au traité et à sa signature en février 1992.

Entre-temps, pour ce qui me concerne, le plus dur c'est l'éclatement de la Yougoslavie qui est un moment terrible, parce que les atrocités se généralisent à partir d'avril,

mai, juin 1991, pendant l'été cela devient épouvantable. Tout le monde est pris au dépourvu, on est encore dans l'euphorie de la fin de la Guerre froide, on s'était dit « la paix est revenue en Europe », et brusquement vous avez des horreurs qui sont à deux pas de chez vous et personne ne sait comment s'y prendre. Les Européens comprennent qu'il faut faire quelque chose mais sont totalement démunis. Ils n'ont pas l'expérience, ils arrivent avec une sorte de bonne volonté politique alors qu'on est dans de l'ethnico-militaire, si j'ose dire, c'est vraiment une guerre civile qui se déclenche, une guerre ethnique, qui suscite de fortes émotions dans l'opinion et il y a de quoi, Vukovar est une abomination, parmi tant d'autres exemples. Il faut le dire, à ce moment-là le travail des Européens est tout simplement inadéquat, par inexpérience. Les « troikas » de ministres des Affaires étrangères européens qui vont là-bas sont totalement décalées. Je me souviens que Mitterrand était très crispé : on dit qu'il est pro-Serbe, c'est une simplification. L'affaire est beaucoup plus complexe, parce qu'il avait une vision historique et il voyait comment les passions se déclenchent. Il reçoit tous les acteurs les uns après les autres, et perçoit ces visions à la fois naïves et masquées de tous ces gens qui disent une chose mais qui font le contraire, si bien que le terrain est piégé partout. Il y a un véritable effort du côté des Allemands qui a un premier effet. Je me souviens d'une visite en septembre 1991 à Berlin et, devant un Helmut Kohl qui mesure tous les effets et partage la prudence de François Mitterrand mais qui est submergé par la pression de Hans-Dietrich Genscher qui a misé à fond sur l'éclatement de la Yougoslavie et la reconnaissance le plus tôt possible des nouvelles républiques. Il y a aussi la tentative de Robert Badinter de trouver des formules d'arbitrage. À partir du moment où on a des équipes qui vont sur place, je demande à voir chaque chef d'équipe à son retour, chaque Français qui a participé à une mission européenne vient me dire ce qui se passe. Je vois bien que notre action est totalement inadéquate dans une situation complètement déroutante. Cela m'est resté comme un souvenir très dur, très pénible, parce que les passions se déclenchent : ce qui sort dans les médias locaux, ce sont vraiment des appels à la haine, de partout. Cela débouche sur ces reconnaissances échelonnées, dans lesquelles l'Union européenne avance hélas en ordre dispersé. Ce fut une leçon cruelle mais, au moins, on a beaucoup appris à travers ce drame et, dans une certaine mesure, ce qu'on a perdu au départ, on l'a peu à peu gagné. Mais l'un des points qui est souvent mal saisi, c'est cet espèce de détachement américain qui laisse faire au départ ; ils sont engagés ailleurs, ils ont l'affaire du Koweït, en gros c'est une affaire pour les Européens et, d'une façon un peu naïve, l'Union européenne se dit « On va leur montrer », le clivage devient terrible... Parce qu'à ce moment-là, dès lors que les États-Unis ne s'engagent pas, tout le monde y va sur la pointe des pieds, ne prend pas vraiment l'affaire en mains. Je me souviens d'une mission début décembre 1991 à Washington, je me retrouve avec Lawrence Eagleburger, numéro deux au département d'État, et je lui dis : « On ne va pas pouvoir gérer ça sans vous, ce n'est pas possible, vous ne pouvez pas rester dans cette politique d'abstention. » Eagleburger pensait que la situation était très bien ainsi, il avait été ambassadeur à Belgrade et je me souviens d'une remarque ironique – il a la goutte, une canne, un côté un peu à la Falstaff : « Ah ! Voir un Français qui vient nous dire qu'il faut que les

États-Unis fassent plus en Europe, c'est pas mal quand même ! » Je lui dis : « Là n'est pas le problème, la maison brûle et il faut que tout le monde y aille. »

Ils finiront par s'engager, peu à peu, bien trop tard. Dire que l'Union européenne n'a pas été à la hauteur, c'est sans doute vrai, mais bien d'autres ne l'ont pas été non plus.

Après, s'ouvre pour vous une quinzaine d'années de grandes ambassades. On pourrait regrouper cette période sous quelques questions autour du métier de diplomate, la manière dont vous le présenteriez. J'ai lu par exemple un article sur ce sujet où vous dites : « La crise est bonheur pour le diplomate. » Vous y êtes revenu dans les propos que vous avez tenus à plusieurs reprises, vous avez dit : « C'était éblouissant. »

Ce que je veux dire, c'est que beaucoup ont une vision souvent simpliste du diplomate, chacun sa façon de le voir. Être diplomate et faire ce métier, c'est être en rapport avec la violence du monde. C'est représenter son pays et essayer d'apporter le meilleur de ce que nous sommes et de ce que nous portons dans la continuité d'une des grandes diplomaties dans le monde d'aujourd'hui, je continue de le penser. Mais, si vous voulez faire ce métier, c'est aussi vous engager dans les affaires internationales et être au contact assez direct, quelquefois très direct, de la violence. Nous avons la chance d'être une société apaisée, mais le monde n'est pas apaisé. Il faut assez vite apprendre à traiter ces situations et elles ne sont plus aussi codifiées qu'autrefois. Il y avait des conférences internationales, des congrès de ceci, des congrès de cela. Tout se passe désormais de façon plus heurtée, plus directe.

Je crois que j'ai mis cela dans une postface à une réédition des mémoires d'Ulrich von Hassell, le diplomate allemand.

Oui, c'était un article dans *Études*⁹.

Oui, dans lequel je reprends la postface que j'ai faite.

C'est vrai parce qu'il faut essayer de maîtriser la violence ou le risque de guerre, ou d'aggravation de la crise, et le diplomate doit alors mobiliser les ressources dont il dispose en lui et autour de lui pour maîtriser ces irruptions qui, à la fin des fins, ne font qu'aggraver les choses. Il y a des éléments de fatalité, on ne renverse pas aisément le cours de la violence, mais il est vrai qu'il y a une marge laissée à l'action dans laquelle il revient au diplomate de mobiliser tous les moyens possibles.

Il y a une autre formule qui avait retenu mon attention. Vous dites que « le diplomate doit raconter son pays, exprimer sa vérité, représenter son identité », alors quelle image de la France le diplomate à l'heure actuelle peut-il présenter ? Vous venez notamment de parler de la continuité d'une grande politique étrangère...

C'est toute la France, il ne faut surtout pas choisir.

⁹ Pierre Morel, « Le diplomate, de l'exceptionnel au quotidien », *Études*, octobre 1996, p. 325-335. Il s'agit d'un extrait de la postface au *Journal d'un conjuré (1938-1944)* de U. von Hassell paru aux éditions Belin.

Oui mais quelle image ? Peut-on parler de la France comme d'un pays qui compte sur la scène internationale ?

Oui. Il faut le faire avec un grand réalisme et assumer les éléments de crise, les difficultés, les faiblesses, les contradictions, mais en même temps il y a une dynamique propre au génie français. Je le dis comme je le ressens. À travers toutes les difficultés des postes de la vie diplomatique – parce que ce n'est pas une vie simple, contrairement à ce qu'on dit, dès lors qu'on a une famille, qu'on est loin, très loin quelquefois. On part avec appétit pour aller loin et puis on s'aperçoit qu'ensuite on manque des moments très importants de la vie des amis, de la famille, des parents. Un diplomate doit aider à faire comprendre son pays, à promouvoir ses intérêts et son message parce que c'est un message de liberté, de création et de découverte : « La France a un pacte immémorial avec la liberté du monde », disait le général de Gaulle, et je crois que c'est quelque chose qu'on comprend partout. Cela ne veut pas dire que nous en sommes les détenteurs, quelquefois nous ne sommes pas dignes, et il faut le reconnaître. Mais cet élan est le propre de notre histoire, cette singularité est une référence, je n'emploie pas le mot « exemple », je n'emploie pas le mot « modèle », mais c'est une référence dans la vie des peuples, et cela peut, doit être expliqué, promu. Cela peut s'insérer de façon vivante dans la relation entre le pays où vous êtes et le pays que vous représentez. C'est comme cela que j'essaie de le résumer mais aujourd'hui aussi, à travers tout notre pessimisme dûment mesuré par des sondages qui sont censés être la vérité – à voir ! –, je peux dire avec conviction, après quarante ans dans ce métier qu'encore et toujours il y a une attente à l'égard de la France dans le reste du monde. Ou on l'entend ou on ne l'entend pas, j'espère qu'on l'entend et je pense que l'on ne l'entend pas assez et que l'on ne l'a pas entendu ces dernières années. Je suis profondément marqué, frappé par la montée du provincialisme au cours des dernières années dans nos démarches, nous nous sommes repliés sur nous-mêmes un peu trop, évidemment pas physiquement, jamais les gens n'ont autant voyagé, mais il y a eu un enlisement dans nos petites affaires et sans doute une perte d'une certaine ambition politique. Je ne parle pas des gouvernements, je parle du fait que la dynamique de l'élan collectif n'a pas été aussi forte qu'elle le devrait dans un monde qui bouge. Je généralise, avec le danger de toute généralisation, mais j'ai eu le sentiment ces dernières années d'une forme de fléchissement : je ne veux pas mettre de date précise, mais nous manquons d'un projet européen suffisamment cohérent, qui est attendu, qui serait critiqué si on essayait de l'afficher, je vois tout le mal qu'on pourrait en dire, mais ce projet manque et son absence fait partie du problème. Au lieu d'aller accuser les uns et les autres, commençons par essayer de mieux dire et de mieux savoir ce que nous voulons. Voilà ma réponse : sur cette attente, je n'ai aucun doute, c'est vraiment la conviction de quarante ans.

Dans la panoplie que vous évoquiez de tous les habits du diplomate, il nous a semblé que vous accordiez un intérêt tout particulier à la diplomatie culturelle, au contact avec les intellectuels, les artistes : notamment à Moscou vous avez rassemblé beaucoup d'intellectuels.

C'est vrai, j'ai eu cette chance. J'étais conseiller diplomatique à l'Élysée et il se trouve qu'il y a eu des mouvements sur plusieurs postes, celui de Moscou s'est retrouvé disponible et on m'a dit : « Tu fais partie de ceux qui... ». Évidemment j'ai été tout de suite mobilisé, mais ce fut vraiment le choix du président de la République. C'est le moment où l'URSS venait de s'effondrer. En février 1992, Boris Eltsine, qui avait eu quelques problèmes à Paris et à Strasbourg quand il était président de la Russie sous Gorbatchev, vient en France pour une visite délicate, qui finalement se déroule bien et comporte de vrais échanges. Encore une fois, la Russie me passionne. L'idée d'y représenter mon pays est excitante. Fin octobre 1991, nous avons organisé la dernière rencontre de Mitterrand avec Gorbatchev à Latché, qui fut aussi un moment extraordinaire : Gorbatchev savait qu'il vivait la fin d'un monde. La relation franco-soviétique devenue franco-russe est compliquée, le pays est dans un remue-ménage et un désarroi profond. Mais, en même temps, quelque chose s'ouvre, se transforme dans la société russe. Ces premières années, 1992-1993, ont été à la fois passionnantes parce qu'une libération se produit, des choses qui paraissaient impossibles deviennent possibles. Mais, dans le même temps, la société russe éprouve la cherté vertigineuse de tout, la disparition de tout un mode de vie à peu près prévisible à l'époque soviétique. Les choses s'étaient déjà détériorées à la suite de toute une série d'erreurs de calcul dans la « perestroïka » de Gorbatchev, mais la période est vraiment très compliquée, les gens sont à la fois tout excités et tourmentés à Moscou, et l'idée est d'ouvrir les vannes, de ne plus mettre de limites aux échanges. Je rappelle aussi, autre crise, un moment terrible, la confrontation avec le parlement post-soviétique d'octobre 1993. On tire au canon dans la ville. Un Français est tué, il faut aller chercher les Français un peu partout dans Moscou, nous sommes quasiment assiégés, il y a plus de 300 morts. Le pays a été au bord de la guerre civile et on peut dire ce que l'on veut d'Eltsine mais le pays s'est retenu à temps. C'est alors qu'on décide de jouer sur tous les registres. Patricia Kaas chante sur la Place Rouge en juillet 1992, une foule la remplit, je me dis : « Voilà ce qui est possible maintenant. » Il y a un appétit, une soif, un besoin : puisque les gens ne peuvent pas forcément voyager, il faut leur apporter tout ce que l'on peut, de l'art contemporain, des traductions, des universitaires... La création du collège universitaire a été convenue avec Gorbatchev, je l'ai vécue comme conseiller diplomatique, en mai 1991, lorsque François Mitterrand va à Moscou. On met en place ce Collège universitaire français de Moscou et 150, 200, 300 étudiants suivent des cours en français dont ils peuvent avoir la traduction : Emmanuel Le Roy Ladurie, Georges Duby, Jacques Derrida se déplacent... Nous faisons cela avec le financement du Quai d'Orsay et le relais de Marek Halter¹⁰. On ouvre l'ambassade et on se dit qu'il faut éditer, qu'il faut traduire. Les meilleurs de ceux qui ont passé leur année de diplôme au collège vont avoir un DEA assuré en France. On signe avec Alain Lancelot l'accord entre le MGIMO (Moscow State Institute of International Relations) et Sciences Po dans le grand salon de l'ambassade. J'ai rencontré il y a quelque temps Anatoly Torkunov qui est le directeur du MGIMO, personnage qui a brillamment reconverti son institution éminemment soviétique, et je lui ai demandé : « Alors, cet accord avec

¹⁰ Le site du Collège universitaire français de Moscou : <http://www.moscufr.org/fr>.

Sciences Po ? » « On en a signé des dizaines depuis, mais je peux vous dire que c'est celui qui continue à marcher le mieux. » Ça m'a fait plaisir.

Il faut travailler avec les mutants, c'était ma formule. Des gens qui avaient vécu dans un monde soviétique et voyaient leur vie à tout jamais dans ce modèle, et brusquement tout bascule : il y en a qui ne s'en remettent jamais et c'est le côté douloureux, avec un sentiment de désarroi, de désespoir, et puis il y a ceux qui se disent qu'il faut saisir l'occasion. Vous avez le meilleur et le pire, ce fut la captation oligarchique des moyens de production, les confrontations mafieuses, les banquiers que vous recevez et qui une semaine plus tard sont assassinés...

L'idée, c'est d'apporter tout ce que l'on peut, tout ce qui est disponible. Raymond Aron n'était pas traduit, on le fait traduire, Proust n'était pas traduit, on le fait traduire, et on sort l'édition en million d'exemplaires, c'est le programme Pouchkine. Dans le même temps, on promeut toute la littérature russe, éditée à l'étranger, inconnue en Russie – cela inclut Ivan Bounine, Prix Nobel. Je me mets d'accord avec un grand ami, Nikita Struve, directeur d'YMCA Press, éditeur historique de la Russie émigrée : « On va partir en province ; je vais présenter les traductions du programme Pouchkine et vous, vous présentez vos œuvres, et on met les fonds dans les bibliothèques. » Il faut en même temps sauvegarder l'enseignement du français : à ce moment-là, telle ou telle faculté de langues romanes d'une grande université russe est convertie en *Business School* parce que cela rapporte, fait de l'argent, et on fait une croix sur des domaines entiers. Il faut vraiment investir et on met en place des antennes linguistiques et culturelles régionales, on décentralise tout ce qui était centralisé à Moscou dans le système soviétique, on va faire des semaines françaises en province, on arrive avec notre champagne, notre cognac, nos vins rouges, nos roues de Brie, et on fait une semaine d'événements français, avec un pianiste, un artiste, pour redonner des points d'appui et de l'élan. C'est Philippe Étienne, aujourd'hui notre représentant permanent auprès de l'Union européenne, qui était mon conseiller culturel et je dois dire qu'on a fait un travail passionnant. C'est un diplomate agrégé de mathématiques, je crois qu'il est le seul, et il m'a dit : « Les institutions scientifiques sont en train de dérapier, il y a de grands mathématiciens et une histoire franco-russe d'échange entre mathématiciens, ce sont deux grandes écoles qui se respectent. » Et on essaie alors d'orienter des mathématiciens russes vers la France. Nous recevons aussi de nombreux écrivains à l'ambassade.

Après quatre ans et demi, je quitte la Russie et j'arrive en Chine. Il y a des ressemblances, il y a des différences mais, ici comme là, une société commence à se débloquer. Vous pouvez faire un collège universitaire français dans une université d'un pays comme la Russie où vous n'avez plus de parti communiste en position de surplomb qui surveille la vie universitaire par l'Académie des sciences sociales. Mais, en Chine, on travaille notamment avec l'École française d'Extrême-Orient, avec Christian Lamouroux, Marianne Bujard, Alain Thote, et on se dit qu'on va essayer de monter quelque chose d'un peu différent. Je parlais d'antichambres d'un collège universitaire, c'est-à-dire une équipe de recherche, hébergée par une institution chinoise. On monte donc le réseau « Histoire, archéologie, société », on fait venir nos meilleurs sinologues pour travailler avec leurs homologues chinois dans l'archéologie, dans l'histoire, c'est vraiment l'exportation de l'école française des sciences sociales.

Mais j'ai parfois le sentiment qu'on pouvait exporter mieux il y a quinze ou vingt ans, qu'il y avait plus de crédits et que tout ceci a un temps. C'est à ce moment qu'arrive Jean-Luc Domenach à Pékin qui lance, avec Jean-Louis Rocca, la même chose du côté des sciences politiques. On le fait avec appétit parce que la ressource est là, la société le demande. *Idem* pour la filière juridique avec Mireille Delmas-Marty qui développe un dialogue avec les institutions judiciaires : le président Truche et Mireille Delmas-Marty démarrent dès 1995 un dialogue sur les droits de la personne avec les Chinois d'une façon rigoureuse, méthodique, sans polémique bien que le sujet soit sensible.

Ce sont donc des périodes d'investissement dans lesquelles, même si c'est très différent dans les deux pays, le moment d'ouverture est là et on peut le saisir.

Moscou, Pékin et ensuite le Saint-Siège, en termes de carrière si vous m'autorisez le mot, cela peut paraître surprenant.

Je peux vous dire que les Chinois étaient passablement surpris, avec le sourire de la politesse chinoise et un certain embarras : « Nous savons que c'est un poste prestigieux pour la France, mais vous quittez le plus grand pays du monde pour aller vers le plus petit ! »

Je leur répondais par une boutade : « Je quitte un milliard trois cents millions de Chinois pour aller vers l'Église qui est en charge d'un milliard de catholiques. »

Malgré tout, il y avait une véritable incompréhension. J'avais été nommé à Pékin par le président Chirac qui a une vraie passion pour la Chine, ce qui a été formidablement stimulant pour ma mission. Il a fait une visite d'État à Pékin en 1997, au début de son mandat, et d'autres grandes visites en Asie, à Singapour et Bangkok, il a lancé le thème du dialogue euro-asiatique, a été au Japon puis est venu en Chine. On connaît sa passion pour le Japon, on connaît moins sa passion pour la Chine qui est profonde et qui repose sur une culture exceptionnelle, une connaissance étonnante des hautes époques : il connaît très bien les Chinois qui l'accueillaient toujours avec joie. Nous avons fait un travail très soutenu de préparation de cette grande visite de mai 1997, huit mois après mon arrivée, trois mois après la mort de Deng Xiaoping. Ce fut un moment important, avec la signature d'une déclaration franco-chinoise qui est le texte le plus substantiel entre les deux pays, signé par les deux présidents. Elle s'est accompagnée de contrats, de ventes d'Airbus, de grands projets, etc. Je me suis investi complètement dans cette mission et j'ai dit que j'étais prêt à rester au-delà d'une durée normale. J'ai eu la chance d'avoir une mission de presque six ans.

Et puis il y a un moment où l'échéance arrive. Il y avait un poste disponible, le Saint-Siège. J'ai dit que j'étais prêt. Après deux postes comme Moscou et Pékin, vient forcément le temps d'une vie plus raisonnable, moins compliquée sur le plan familial, parce que les enfants grandissent, ils partent, et il y a six ou sept heures de décalage horaire et dix heures de vol entre Paris et Pékin... Je dois dire que ce fut également un poste magnifique, différent, mais qui m'apporta une autre façon de mener le travail diplomatique. Pour la première fois, je me retrouvais placé auprès d'une institution où il ne s'agissait pas de négocier dans un rapport classique de compétition-coopération. Vous me direz qu'il y a aussi des formes historiques de compétition et de coopération avec le Saint-Siège, mais c'est quand même profondément différent. Mon

équipe était légère, le mode de relation extrêmement personnel, alors que vous pouvez imaginer ce que c'est que de négocier au jour le jour avec d'énormes bureaucraties. En même temps, la diplomatie du Saint-Siège est l'une des grandes diplomaties dans le monde, à bien des égards la plus ancienne, une mémoire exceptionnelle et un engagement de petites équipes admirables, des gens qui travaillent avec beaucoup de précision et de rigueur et qui ont une vue différente de la vie internationale, tout aussi réelle que celle que l'on croit saisir par le travail diplomatique classique. Je veux dire par là que le croisement des présences de l'Église dans le monde vous donne une autre idée de la vie des peuples : la diplomatie classique vous donne plutôt la vie des États, et à bien des égards le contact approfondi avec le Saint-Siège vous donne une idée de la vie des peuples. Là-dessus, je n'ai pas complètement réussi. J'ai essayé pendant toute cette mission à Rome de dire : « Oui, Rome Saint-Siège c'est un poste de prestige, c'est notre plus ancienne ambassade, créée à la fin du XV^e siècle puisque c'est chez le Pape qu'on a commencé à se dire qu'il ne faut pas simplement des émissaires mais un ambassadeur résident ; c'est un poste d'influence parce qu'on peut faire passer un certain nombre de choses, mais c'est aussi un poste stratégique. » En général, avec un tel argumentaire, vous n'êtes pas entendu à Paris, hélas... Pourtant je l'ai vécu au moment de la guerre d'Irak, dans l'affaire de la crise ivoirienne, et sur d'autres sujets. Lors de la guerre d'Irak, j'ai souvent cité cet exemple, quand le conflit s'est déclenché, tout le corps diplomatique est parti de Bagdad. Or la règle c'est qu'un nonce reste et M^{gr} Filoni, avec son adjoint le père Lantheaume, ont fait un travail admirable ; tous les matins le nonce faisait la tournée dans les hôpitaux et il pouvait faire un compte rendu au Saint-Siège, vers dix heures du matin, qui donnait l'état des combats et de la situation par l'arrivée des blessés dans les hôpitaux. Personne ne l'avait, personne ! Les journalistes étaient dans un hôtel, consignés, ils prenaient des vues depuis leur balcon, parce qu'il faut de l'image, « ça tire là-bas », et ils payaient des informateurs pour avoir des bribes et alimenter leurs chroniques. C'était ça l'autre information, ou alors les systèmes d'écoute.

Ce que je veux dire, c'est que je pouvais bénéficier de cet élément. Qui plus est, il y avait une convergence complète entre le choix de Jean-Paul II contre la guerre et celui du président de la République, alors que bien des Occidentaux, Allemagne mise à part pour des raisons de politique interne, allaient à contresens. Avec le Vatican, de façon extrêmement claire, on partageait un sentiment profond et en même temps une volonté d'essayer de suivre de très près et de voir des opportunités possibles. C'est un travail qui n'est pas simplement du travail d'influence. La crise ivoirienne, les problèmes que nous avons avec Laurent Gbagbo, c'était aussi le problème de l'Église : les évêques terrorisés par le président étaient des présences sur le terrain. Une partie des Français rassemblés a pu être sauvée parce qu'ils sont allés au grand séminaire de l'Afrique de l'Ouest qui est à Abidjan et que le recteur du séminaire, un homme courageux devant les militants de Blé Goudé surexcités, a dit : « N'entrez pas, c'est une université, ça n'est pas accessible », et des gens furent sauvés. Ce recteur était burkinabé, et être burkinabé à Abidjan, ce n'est pas facile. Autre exemple, la situation à Mossoul en 2003, telle que la décrivaient les religieuses dominicaines : elles ont la responsabilité d'une maison d'accueil des jeunes filles chrétiennes qui font

leurs études, et je peux vous dire que ces religieuses, qui avaient l'air de vieilles dames n'étant jamais sorti de leur quartier, savaient tout de toutes les situations où leur communauté étaient engagée.

C'est cela que j'ai essayé de faire comprendre mais, pour un certain nombre de raisons qui sont un peu des blocages ou des simplismes, ce ne fut pas facile et je le regrette parce que je crois qu'on se prive de quelque chose et qu'en plus, vu la montée du fait religieux, il va de toute façon falloir comprendre ce qui se passe.

Est-ce que ça a été un élément, plus tard, de déclenchement de l'observatoire Pharos ?

Cela a joué. Les sujets liés à l'histoire de l'Église m'ont intéressé parce que j'avais rencontré un certain nombre de personnalités. Je connaissais un peu le cardinal Jean-Marie Lustiger, mieux le cardinal Roger Etchegaray rencontré à Moscou, reçu en Chine alors que la situation de l'Église y reste très complexe. Je ne peux pas dire que je m'étais préparé parce que je ne m'étais fixé aucun but particulier, mais c'est vrai que j'avais peut-être une certaine familiarité. Les choses se sont bien passées, je connaissais aussi le cardinal Jean-Louis Tauran, je suis allé le voir avant de partir pour Moscou, parce que – on en revient à l'OSCE – j'avais été étonné de tomber sur un ecclésiastique à Helsinki, je m'étais dit : « Qu'est-ce qu'il fait là ? » Il représentait le Saint-Siège et il y avait eu un long débat à Rome pour savoir si le Saint-Siège serait membre des consultations ou simplement observateur. C'était M^{gr} Silvestrini, et vous pouvez dater le tournant multilatéral de la diplomatie du Saint-Siège de l'OSCE. Silvestrini, Sodano, Tauran sont passés par là, et ils sont ainsi sortis du bilatéral classique qui était la tradition du Saint-Siège en intégrant le multilatéral.

Cette dimension moins bien saisie – le Saint-Siège, c'est une sorte de lecture en diagonale par rapport à la lecture plus rectiligne de la situation internationale – était très éclairante, elle aidait finalement à mieux comprendre un certain nombre de choses que l'on ne saisit pas entièrement si on en reste au modèle classique. Cet élargissement de la perception est nécessaire, mais le vrai tournant a été mes années à l'Union européenne qui, là aussi, se sont présentées par le plus grand des hasards. J'étais ramené à Paris parce qu'il fallait rentrer, ça ne se discutait pas. Il n'y avait pas de poste disponible dans l'immédiat, j'ai dit : « Ne me donnez pas une mission bidon, tant qu'à faire je retourne à mon cher CAP. » Bizarrement, j'ai voulu retravailler sur la relation Russie et Chine, donc sur l'Asie centrale. Puis, de façon totalement imprévue, à la suite d'une élection slovaque, le poste de représentant spécial de l'Union européenne s'est présenté le jour même où j'avais dit oui pour un poste qui ne m'attirait pas mais « c'était cela ou rien ». Ce jour-là, on m'appelle : « Est-ce que tu es candidat, ça se libère ? » J'ai dit oui et j'ai retrouvé mes affaires post-soviétiques, passant à ce qui relève de la gestion de crise, plus encore à partir de 2008, à la guerre entre la Russie et la Géorgie. C'était un métier que je n'avais pas connu directement, où du début à la fin, vous vous occupez de parties en conflit. J'avais croisé un certain nombre de situations, c'est vrai, mais là croyez-moi, pendant trois ans, porter la non-relation russo-géorgienne et ses implications sur le terrain, des enlèvements, des disparitions, des prisonniers, des réfugiés, c'est encore plus prenant et plus direct, c'est-à-dire qu'au lieu d'écouter « des gens qui », ou de temps en temps « d'entrer

dans », vous y êtes à 100 %. La même chose en Asie centrale, région souvent tendue, complexe, qui connut des drames et des massacres et de la répression, des fondamentalistes, des rivalités très fortes, notamment sur le plan ethnique. J'ai baigné là-dedans et j'en ai tiré une conclusion très claire, c'est qu'au-delà des enjeux traditionnels de puissance, des rivalités militaires, politiques, des démarches impériales, de l'énergie, de la présence économique, la composante identitaire devenait un amplificateur de crises majeur, et que ces choses sont mal saisies et ont tendance à prendre au dépourvu. La comparaison que je fais toujours, c'est de dire que, quand vous analysez un pays, vous allez voir les agences de notation, ou alors Human Rights Watch et d'autres, mais l'information la plus précise, vous la trouvez sur le plan économique parce qu'il y a des contreparties tangibles ; si vous voulez savoir ce qu'il en est des langues, de la composition ethnique, des religions, des clivages culturels et autres dans tel ou tel pays, vous avez souvent une information de bien moindre qualité. Il faut donc investir dans ce domaine, d'où a émergé cette idée de faire une base de données.

Le point de départ de Pharos, c'est 2008, un peu en relation avec le Saint-Siège. 2008, ce sont les attaques contre les chrétiens d'Irak. Avec un groupe d'amis, nous nous mobilisons et nous nous disons : « Que peut-on faire d'utile, en plus de ce que font l'Oeuvre d'Orient, le Secours catholique ou la Cimade ? » En étant transversaux, « transconvictions », on pourrait essayer d'apporter quelque chose. Le noyau s'est alors formé : M^{gr} Stenger, président de Pax Christi, le pasteur de Clermont, le grand rabbin René-Samuel Sirat, l'imam Tareq Oubrou, mais aussi Régis Debray, Jean-François Colosimo, tous sur cette ligne qui est de dire que le traitement violent d'une communauté est inacceptable, ici comme ailleurs. Il est important qu'un imam puisse dire que le Proche-Orient a besoin de ses chrétiens. Pour cela, il fallait un axe dans la mobilisation de l'information et la prise de conscience des enjeux du pluralisme : c'est le critère juridique, la citoyenneté. Nous avons sollicité Mireille Delmas-Marty, déjà sur-engagée, sur-occupée, qui a vaillamment accepté de présider notre association. Pour ma part, je n'avais pas envie d'être consultant ou autre, je me suis dit que j'avais la maîtrise de mon temps et, avec une forme d'engagement civique, le sentiment de me rattraper un peu après avoir été plus à distance des enjeux et des débats.

Voilà comment cela s'est fait. Il est vrai que le point de départ a été l'Irak, mais aussi ce que j'ai vu en Asie centrale. Le déclenchement pour moi, c'est le printemps 2012, je ne me souviens plus exactement de la date, vous vous souvenez peut-être de ce pasteur bizarre, si on peut l'appeler comme ça, en Floride, qui a annoncé qu'il allait brûler le Coran en public. Il a fallu qu'Obama lui téléphone pour qu'il renonce à le faire mais, entre-temps, l'affaire était lancée, la rumeur circulait et il y a eu des manifestations un peu partout dans le monde arabe ou islamique. Il y a eu la manifestation d'une foule fanatisée à Mazar-e-Sharif, tout près de l'Asie centrale où j'étais à ce moment-là ; cette foule n'est pas allée manifester devant la base américaine ou devant la base allemande, elle est allée au bureau des Nations Unies, il y avait là douze experts qui faisaient du travail de santé, d'alphabétisation, qui ont tous été massacrés. Qu'en trois ou quatre jours un crime aussi horrible, aberrant, absurde, puisse être provoqué par le délire d'un triste personnage à l'autre bout du

monde a quelque chose qui révèle les formes nouvelles de la violence du monde contemporain : cela vaut la peine d'investir de ce côté-là.

Pharos vous prend beaucoup de temps ?

Beaucoup, c'est quasiment du plein temps. Il faut se reconvertir et, croyez-moi, quitter un métier que l'on a aimé passionnément, c'est un moment très douloureux, il faut un an pour le dépasser. Nous sommes une « *start-up* » menacée d'asphyxie financière à tout moment. Nous sommes une douzaine de bénévoles, on a deux ou trois salaires pour des gens qui sont dans un parcours professionnel et qui assument la modestie de ce que nous pouvons offrir, et en même temps nous sommes surchargés de demandes. Je passe donc beaucoup de temps autour de la recherche de mécénats, et c'est très dur en ce moment, il faut en gros un an pour qu'un début de résultat se présente.

Pharos a une fonction de groupe de pression en faveur de la liberté religieuse ?

Non, nous sommes une association de la société civile. Il y a des religieux, mais nous ne sommes pas là pour nous occuper des religieux, nous sommes là pour nous occuper du pluralisme des cultures et des religions. Nous avons donc une approche ouverte, et vous ne pouvez pas séparer la culture de la religion. En gros, notre démarche est la suivante.

Premièrement, saisie de la meilleure connaissance. Nous avons commencé à sortir sur le site un certain nombre de dossiers pays, on travaille avec le CERI mais aussi avec le CEVIPOF parce que toute la problématique de la relation entre le politique et le religieux fait l'objet d'une réflexion au CEVIPOF. Nous mettons donc en place des dossiers pays, une étude d'une douzaine de pages, on en a sorti une dizaine, il y en a une quarantaine qui sont en cours de préparation. Le site est trilingue et nos études sont référencées, donc les sources, la précision et la rigueur sont indispensables¹¹.

Deuxièmement, structurer dans une démarche juridique. C'est la différence avec l'approche américaine et la logique du premier amendement : le prosélytisme, s'il amène sur la place centrale toutes les bannières en même temps, c'est le conflit assuré, donc il faut une règle du jeu. Je dis quelquefois aux Américains : « Vous plaidez pour le premier amendement sans exporter la Constitution américaine, et le premier amendement sans la Constitution américaine, c'est le clash des civilisations assuré. » Je simplifie. C'est pour cela que le critère de la citoyenneté est essentiel... Il n'est plus question d'avoir des régimes avec la « dhimmitude », les communautés protégées, cela a eu sa valeur mais c'est fini, cela ne marchera plus. Il faut donc essayer de construire par rapport à la seule norme reconnue, la Déclaration des Nations Unies, les pactes sur les droits civils et politiques, la déclaration de l'Unesco sur la diversité culturelle.

Troisième étape, observer pour agir, donc être prêt à aller sur le terrain en fonction des circonstances. Nous ne sommes pas une ONG de plein exercice, nous ne cherchons pas à l'être, notre critère c'est la connaissance. Nous sommes une petite

¹¹ <http://www.observatoirepharos.com/>



Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Pierre Morel », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 21, septembre-décembre 2013, www.histoire-politique.fr

entreprise de mobilisation des connaissances sur un terrain moins familier qui devient de plus en plus déconcertant dans le développement des situations les plus variées dans le monde.

Pour citer cet article : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Pierre Morel », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 21, septembre-décembre 2013, www.histoire-politique.fr